

ÉCOLO PROPOSE UN PLAN de RELANCE à 20 milliards d'euros

■ Pour Jean-Marc Nollet, il faut notamment profiter des taux bas pour emprunter 10 milliards.

Entretien Antoine Clevers

Excédé par les coupes budgétaires dans la Justice, Jean de Codt avait hurlé son désarroi le 15 mai dernier. *"L'Etat belge n'est plus un Etat de droit, mais un Etat voyou"*, lançait le premier président de la Cour de cassation, considéré comme le plus haut magistrat du pays. Après *"un mois de réflexion"*, Jean-Marc Nollet, le chef du groupe Ecolo à la Chambre, veut réagir.

Les propos du magistrat sont *"excessifs et non pertinents"*, juge-t-il aujourd'hui. *"La Belgique n'est pas un Etat voyou, mais un Etat profondément myope, incapable de se projeter dans l'avenir. Une mesure du gouvernement Michel/De Wever incarne cela parfaitement, c'est le '-10, -20, -30'. C'est-à-dire des économies linéaires de 10% dans les frais de personnel, 20% dans les frais de fonctionnement, et 30% dans les investissements. C'est d'ailleurs un élément qui cristallise pas mal de tensions dans la Justice, dans les prisons, à la SNCB."*

Pour l'écologiste, il est temps de sortir de cette logique. Le député propose un plan de relance pour la Belgique de l'ordre de 20 milliards d'euros sur trois ans, d'ici la fin de la législature. En prémices, M. Nollet *"demande un moratoire sur ces '-10, -20, -30', que l'on sorte du dogme du linéaire et de l'aveugle"*. En échange, il met *"trois deals"* sur la table.

1 Deux milliards par an dans la lutte contre la fraude fiscale. Le point de départ, c'est renforcer les moyens de la lutte contre la fraude fiscale. *"Il faut savoir qu'en moyenne, un fonctionnaire de l'ISI (l'inspection des impôts) rapporte entre huit et dix fois son salaire... Ensuite, on affecte 50% des recettes au renforcement du personnel dans les fonctions d'autorité (justice, police, gardiens de prison, pompiers) et 50% à une diminution des cotisations sur les bas salaires"*. Selon une étude de l'ULB, complète Jean-Marc Nollet, on

peut récupérer entre 10 et 20 milliards d'euros par an dans la fraude fiscale. *"Moi, je ne vais pas si loin, je vise 2 milliards par an: 1 milliard pour le personnel; 1 milliard pour les cotisations sociales."*

2 Deux milliards par an dans le recyclage de l'avantage fiscale lié aux voitures de société. L'écologiste parle plutôt de *"la 'voiture-salaire', celle qui sert à remplacer une partie du salaire, que je distingue des voitures de société indispensables pour certains métiers"*. *"Je ne propose pas de tout supprimer, mais de nous aligner sur le niveau de soutien en Allemagne."* Ce qui doit permettre de *"dégager 2 milliards d'euros par an"*. La moitié, donc 1 milliard par an, servirait à refinancer la SNCB. Les autres 50% doivent permettre aux gens *"qui bénéficient des voitures de société aujourd'hui, de ne rien perdre en net. On leur offre à la place un budget mobilité"*.

3 Des emprunts pour dix milliards. A investir dans les infrastructures. *"La Belgique est classée dernière en Europe en matière d'investissements dans les infrastructures. On est en moyenne à 2,4% du PIB sur la période 2010-2013. On était à 5% il y a trente ans... C'est ce sous-investissement qui illustre le mieux la myopie de notre Etat, cette incapacité à anticiper les problèmes (tunnel, nucléaire, SNCB, routes). Profitons des taux d'intérêt bas, voire négatifs - la Belgique emprunte autour de 0% - pour lancer un plan d'investissements durables."*

La grosse difficulté, reconnaît le chef du groupe Ecolo, ce sont les normes comptables européennes (SEC 2010), très restrictives pour les pouvoirs publics. Face à cela, dit-il, il faudra *"convaincre"* et *"forcer"*. Mais il voit une ouverture. *"Si on regarde les bulletins de la Commission européenne envoyés à l'ensemble des pays, implicitement, elle accepte qu'on soit en dehors des nor-*

mes. J'ai analysé la situation du Portugal et de l'Espagne. La Commission a validé le fait qu'ils soient hors de leur trajectoire" d'assainissement des finances publiques.

Jean-Marc Nollet rejette les investissements non réfléchis. *"Je ne suis pas dans une politique keynésienne aveugle, où tout est bon. Je suis dans l'éco-keynésianisme, dans les investissements durables."* Les dix milliards iraient pour moitié *"dans la transition énergétique (renouvelable, sortie du nucléaire, etc.)"*, et pour moitié dans *"la transition numérique"*.

Faites le compte. Deux fois deux milliards par an pendant trois ans, plus dix milliards, on arrive grosso modo à un plan de relance de 20 milliards d'ici la fin de la législature (en tenant compte de la progressivité des mesures). Avec un objectif final, *"une réforme structurante": "le passage d'une économie linéaire à une économie circulaire"*. Dans la première, explique M. Nollet, *"j'extrait de la matière première, je la consomme et je la jette"*. Dans la seconde, *"je crée de la valeur à partir de quelque chose qui existe déjà, je l'utilise, ensuite je recycle et je réutilise"*. Et si l'écologiste a bien *"une certitude"*, c'est au sujet du gain de croissance que cela peut générer, que ce soit en matière de traitement des déchets, par exemple, de circuit court ou de relocalisation de l'emploi en Belgique.

"Je suis d'accord avec le président du MR, Olivier Chastel, et avec le Premier ministre Charles Michel (MR) lorsqu'ils disent qu'il ne faut pas sombrer dans la sinistrose. Mais je ne pense pas que leur campagne de com' à quatre millions d'euros sur l'image de la Belgique, soit la bonne réponse. Pour l'instant, ils n'ont pas grand-chose à vendre. Pour l'instant... Parce que le potentiel existe. C'est le moment de rebondir."

"La Belgique n'est pas un Etat voyou, mais un Etat myope."

“VACCINÉ contre les CONVERGENCES de GAUCHE”

Jean-Marc Nollet, vous réclamez un moratoire sur les économies (lire ci-dessus). La grève des gardiens de prison et des cheminots prouve que le gouvernement Michel n'entend pas dévier de sa ligne. Pourquoi changerait-il d'avis ?

Je ne dis pas qu'il n'y a aucune économie à faire, mais pas au niveau actuel. C'est intenable. La preuve : le gouvernement est revenu en arrière en matière de police. Et il devra le faire pour la justice, les prisons, la SNCB. Plutôt que de faire marche arrière après un mois de grève, moi, je propose un moratoire et un projet structurel de relance.

Quels acteurs seraient impliqués dans ce projet ?

Le Premier ministre Charles (MR) doit rassembler les forces vives du pays, réunir les politiques, les interlocuteurs sociaux, la société civile (monde académique, associations, médias). Son père, Louis Michel, n'aurait pas hésité une seconde. Attention, je parle des forces vives centripètes, pas centrifuges.

Quelles sont ces forces centrifuges ?

Le Vlaams Belang, bien entendu. Et ceux qui ne voudront pas participer à un projet qui renforce la Belgique.

Vous visez la N-VA ?

Si elle est d'accord de jouer le jeu, elle est la bienvenue.

Considérez-vous que le PTB est une force centrifuge ?

Non. Je ne lance pas d'anathème de ce genre-là.

Mardi, dans "La Libre", l'eurodéputé Ecolo Philippe Lamberts a affiché ses préférences pour une majorité francophone PS-PTB-Ecolo. D'accord avec lui ?

(Il hésite) Je vais dire une seule chose : pour les avoir vécues, je sais où les convergences de gauche nous ont menées (défaite électorale en 2003 après le rapprochement avec le PS en 2002, Ndlr). Je n'ai vraiment pas envie de revivre cela. Ça m'a vacciné.

M. Lamberts estime qu'Ecolo doit revoir sa stratégie, être un parti plus radical, adopter davantage une posture de résistance.

Je pense qu'il envoie un message à certains partis verts européens.

Pourtant, il s'attaque directement au MR, en disant ne rien avoir en commun avec la politique qu'il mène au fédéral.

C'est bien ce que je dis. Il dénonce le manque de cohérence entre les discours tenus au niveau européen et ceux tenus en Belgique. Il n'y a que la famille verte qui est cohérente à cet égard.

Selon un sondage Ipsos/Le Soir/RTL, le PTB est en troisième position en Wallonie, à 13,5 %. Comment l'expliquez-vous ?

Ce que je vois dans les sondages de manière récurrente, c'est la chute des partis politiques traditionnels.

Le PTB profite du vote de rejet, non ?

Il y a de ça. Mais c'est surtout l'incapacité de cette social-démocratie à tendance libérale – j'y inclus les familles socialiste, sociale-chrétienne et libérale – à incarner une réponse aux défis. On l'a vu en Autriche, deux modèles sont en train d'émerger. On aura soit un modèle populiste, celui d'une dérégulation économique, un racrapotage culturel et un négationnisme environnemental, avec des dérives autoritaires. Donald Trump, aux Etats-Unis, c'est ça. Ou alors le modèle écologiste, qui relocalise l'économie, prône l'ouverture culturelle et intègre comme une donnée de base les limites de la planète.

Ecolo a déjà exercé le pouvoir à plusieurs reprises. N'est-il pas entré dans la case des partis traditionnels ?

Ecolo n'est pas et ne sera jamais un parti traditionnel, ne fût-ce que parce qu'on remet la moitié de notre salaire et parce qu'on refuse les cumuls.

“Ce que je vois dans les sondages, c'est la chute des partis politiques traditionnels.”